

LES DEUX FASCISMES...

Le mouvement de grève générale qui, au moment où nous écrivons ces lignes, s'étend aux Pays basques, aux Asturies et à la Catalogne, apporte un regain d'espoir à tous ceux qui ont en vue la délivrance du Peuple espagnol.

D'une part on signale l'ampleur du mouvement qui s'étend bien au-delà des affiliés de quelques organisations clandestines, pour embrasser les masses apolitiques, les catholiques pratiquants, et certains éléments du phalangisme. D'autre part on souligne le caractère pacifique, sans menace ni violence, de la revendication populaire; elle ne se propose ni la subversion sociale ni la vengeance, si naturelles, si légitimes même que puissent être les ressentiment accumulés depuis 1936. Manger à sa faim et recouvrer sa dignité d'homme, tel est le désir de l'ouvrier, du paysan, de l'intellectuel espagnol; désir dont l'accomplissement reste conditionné par libéralisme constitutionnel largement décentralisé.

Deux forces s'opposent, toutefois, à la réalisation de ce préalable politique. L'une est la réaction cléricale, l'Église de Rome, l'obstruction du Vatican. L'autre est la réaction stalinienne, l'Église de Moscou, l'obstruction du Kremlin. A l'heure actuelle, la réaction cléricale est mise en veilleuse. L'Église de Rome prend des positions de retraite, sur le plan politique et social. Elle tend à réaliser par l'unité ouest-européenne, les promesses de prospérité fondées sur le *Marché commun*: nivellement et interpénétration progressives des biens, des valeurs, et des peuples esquissée par une fédération des six; demain, des sept, huit ou treize «*patries*» héritées du monde romain.

En voie de relèvement économique grâce au néo-libéralisme d'inspiration bourgeoise et capitaliste, l'Europe peut apporter à l'Espagne un allègement de ses misères et de son esclavage. Elle l'aurait déjà fait, si le renversement du régime franquiste ne se présentait pas, aux yeux de beaucoup d'observateurs sérieux, comme le signal probable d'une main-mise «*communiste*», conduisant inmanquablement à une nouvelle guerre civile espagnole et à une nouvelle catastrophe mondiale.

Il y a dans cette crainte une part d'illusion, sans doute. Le caudillo n'a jamais cessé, depuis l'heure de la rébellion militaire contre la république, de brandir l'épouvantail communiste, et d'attribuer uniformément aux agents staliniens tout ce qui, en Espagne et dans le monde, prend figure d'opposition. Mais il ne faut pas oublier non plus la leçon sanglante de 1936-1939, et toutes celles qui ont suivi. Elles démontrent que toute guerre civile tant soit peu prolongée - même dans les pays où le fascisme rouge paraît déconsidéré, désarmé, inexistant, et même dans le cas où dominent les meilleures traditions libertaires au cœur même des classes travailleuses - mène presque infailliblement à la victoire du Parti communiste et à l'extermination de ses adversaires, de ses alliés, puis de ses propres agents, sacrifices consentis au totalitarisme stalinien. Il en fut ainsi en Russie même, en Chine et dans les États satellites, et l'histoire recommence à Cuba. Les seules exceptions à la règle sont les cas où, pour des raisons stratégiques, le fascisme rouge cède la place à ses pâles imitateurs, les fascistes noirs, verts ou bruns, auxquels il livre au besoin des otages politiques, comme ce fut le cas en Turquie, en Italie, en Allemagne et en Autriche, sans parler de l'Espagne pour ne citer que quelques cas.

Faut-il rappeler ici que seule une coalition de la dernière heure entre les secteurs antifascistes non staliniens, à Madrid et ailleurs, leur permit d'échapper au formidable coup de filet préparé contre eux par Franco décidé au bain de sang et par Staline, dont les vassaux contrôlaient à leur profit toutes les positions de repli?

Dans les rassemblements de tendance libérale, fédéraliste, socialiste et anarchiste, le P. C. espagnol est exclu - à bon droit. Car ce Parti, plus que tout autre, compromet depuis bientôt vingt-six ans la cause commune des libertés, et les perspectives d'une «*défascistisation*» de l'Espagne.